



ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre sécurité des Français

Octobre 2023

LEVÉE D'EMBARGO IMMEDIATE

Contact Presse Fiducial : Agence Coriolink, Sarah Garcia Del Rio – sarah.garciadelrio@coriolink.com – 06 98 06 08 43



SONDAGE REALISE POUR FIDUCIAL ET

LE FIGARO

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 27 et 28 septembre 2023.



Echantillon

Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précision sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements

87% des Français estiment que l'insécurité en banlieue est en hausse

- Pour 87% des Français, l'insécurité a augmenté en banlieue ces dernières années, de plus en plus touchée selon eux par les trafics de drogue (92%), les dégradations de biens publics (91%), la délinquance (89%) et les trafics d'armes (87%)
- Près de 7 Français sur 10 se disent insatisfaits de la politique du gouvernement pour la sécurité en banlieue (armes, drogues...) et 73% estiment que l'exécutif n'a pas suffisamment agi pour éviter de nouvelles émeutes
- 71% des Français estiment que Gérald Darmanin a raison de pointer la responsabilité des consommateurs de drogues et, dans le même temps, 52% jugent que la légalisation du cannabis serait une bonne chose pour la sécurité en banlieue
- Mais les Français attendent surtout le renforcement de la PSQ (84%) et des forces de l'ordre en général (85%), la construction de commissariat au milieu des quartiers (77%) ou encore la rénovation des quartiers (74%) et un soutien aux associations (68%)
- Refus d'obtempérer : les deux tiers des Français (65%) estiment qu'ils ne sont pas suffisamment sanctionnés par la loi, seuls 34% considèrent que les forces de l'ordre ont trop recours à des tirs sur des véhicules récalcitrants
- Les Français comprennent les organisations de voisins dans les quartiers (85%), même s'ils craignent que cela puisse dégénérer (71%)
- Le recours à la sécurité privée est aussi plébiscité par les Français, tant en matière de vidéoprotection à l'extérieur (83%) et dans les immeubles (79%), que de présence d'agents (69%) et de drones (68%)

Synthèse détaillée du sondage

(1/4)

87% des Français estiment que l'insécurité en banlieue est en hausse

Pour 87% des Français, l'insécurité a augmenté en banlieue ces dernières années, de plus en plus touchée selon eux par les trafics de drogue (92%), les dégradations de biens publics (91%), la délinquance (89%) et les trafics d'armes (87%)

Emeutes, rixes, règlements de compte, policiers et pompiers pris à partie, femme tuée par une balle perdue dans son appartement... L'actualité est quasiment quotidiennement marquée par l'insécurité dans les banlieues.

Si bien que la quasi-totalité des Français (87%) affirment aujourd'hui que l'insécurité a augmenté dans les quartiers ces dernières années. Tous les Français, quelle que soit leur proximité partisane ou encore leur âge et leur lieu d'habitation partagent majoritairement cette opinion, même si les plus jeunes (77% des moins de 35 ans) et les sympathisant LFI (67%) le pensent moins que les 50 ans et plus (92%) et les sympathisants LR (97%) ou RN (96%). Notons que les habitants des grandes agglomérations (86%) sont aussi nombreux à penser que l'insécurité augmente en banlieue que le reste de la population.

De fait, selon les Français, les banlieues sont de plus en plus touchées, à la fois par les trafics de drogue (92%), par les dégradations de biens publics (91%), par la délinquance, les vols et les cambriolages (89%) et par les trafics d'armes (87%).

A travers ces résultats, on lit donc clairement l'inquiétude des Français pour la sécurité en banlieue, d'autant plus qu'elle se dégrade au fil du temps selon eux.

Près de 7 Français sur 10 se disent insatisfaits de la politique du gouvernement pour la sécurité en banlieue (armes, drogues...) et 73% estiment que l'exécutif n'a pas suffisamment agi pour éviter de nouvelles émeutes

Selon les Français, le gouvernement n'est pas à la hauteur pour améliorer la sécurité en banlieue. 71% ne sont pas satisfaits de son action concernant la fermeture de points de deal, 71% s'agissant du contrôle et des arrestations des trafiquants de drogue et 69% en ce qui concerne le contrôle et les saisies d'armes illégales.

Synthèse détaillée du sondage

(2/4)

Même les sympathisants Renaissance se montrent critiques dans chacun de ces trois sous-domaines : environ la moitié d'entre eux se disent insatisfaits. C'est suffisamment rare dans les enquêtes d'opinion pour être souligné. En règle générale, quel que soit le domaine d'action évalué, les sympathisants de la majorité présidentielle sont très majoritairement positifs à l'égard de la politique menée par le gouvernement.

Autre grand motif d'insatisfaction des Français à l'égard du gouvernement : l'action menée pour éviter de nouvelles émeutes. Trois mois après les événements qui ont touché de très nombreuses villes françaises à la suite de la mort de Nahel, 73% de nos concitoyens affirment que le gouvernement n'a pas suffisamment agi pour éviter qu'ils ne se reproduisent à l'avenir.

Les Français sont donc très négatifs sur la sécurité en banlieue et jugent que le gouvernement ne mène pas une bonne politique pour améliorer la situation, même lorsqu'ils sont sympathisants de la majorité.

71% des Français estiment que Gérald Darmanin a raison de pointer la responsabilité des consommateurs de drogues et, dans le même temps, 52% jugent que la légalisation du cannabis serait une bonne chose pour la sécurité en banlieue

Récemment, Gérald Darmanin a estimé que les consommateurs de drogue étaient « un peu responsables des règlements de compte » entre trafiquants.

Cette affirmation, qui a fait polémique, est pourtant très largement approuvée par les Français : 71% d'entre eux considèrent qu'il a raison de dire qu'il y a une responsabilité des consommateurs de drogue dans les règlements de compte. Seuls les sympathisants LFI sont majoritairement en désaccord avec les propos du ministre de l'Intérieur (53%).

Pour autant, penser que les consommateurs ont une responsabilité n'implique pas forcément une volonté de davantage les pénaliser. Une courte majorité des Français estime même (52%) que la légalisation du cannabis serait une bonne chose pour la sécurité dans les banlieues. Si cette idée est logiquement plus partagée par les sympathisants LFI (60%) et EELV (70%), elle l'est aussi par environ un sympathisant de droite et du centre sur deux : Renaissance (53%), LR (47%) et RN (50%) alors que ces partis sont traditionnellement plus hostiles à la légalisation du cannabis. Le problème de la drogue est si important dans les banlieues à leurs yeux, que les sympathisants de droite se montrent plus ouverts à cette éventualité, si cela permettrait de contribuer à la sécurité.

Synthèse détaillée du sondage

(3/4)

Mais les Français attendent surtout le renforcement de la PSQ (84%) et des forces de l'ordre en général (85%), la construction de commissariat au milieu des quartiers (77%) ou encore la rénovation des quartiers (74%) et un soutien aux associations (68%)

Plus encore que la piste de légalisation du cannabis qui clive l'opinion, les Français soutiennent très largement certaines mesures visant à améliorer la sécurité dans les banlieues.

En tête, 84% des Français estiment qu'il serait efficace de renforcer la présence de la police de sécurité du quotidien (PSQ). Plus largement, les Français attendent une présence accrue des forces de l'ordre partout dans le pays. 55% jugent en effet que la police et la gendarmerie ne sont pas suffisamment présentes autour de chez eux, 59% dans les centres-villes, 68% en France de manière générale et surtout, 85% affirment qu'elles ne sont pas suffisamment présentes dans les quartiers difficiles.

Toujours en matière de présence des forces de l'ordre dans les banlieues, 77% des Français déclarent qu'il serait efficace de construire des commissariats au milieu des quartiers sensibles.

Deux autres pistes, ayant davantage trait à la politique de la ville, sont aussi soutenues très majoritairement : 74% de nos concitoyens pensent qu'il serait efficace de rénover et penser autrement l'urbanisme des quartiers et 68% jugent qu'il faudrait davantage soutenir les associations locales.

Enfin, les Français sont nettement plus réservés sur l'idée de mettre en place des rues privées et fermées avec un contrôle systématique des entrants : 49% estiment que ce serait efficace pour améliorer la sécurité en banlieue, 51% que ça ne le serait pas.

Refus d'obtempérer : les deux tiers des Français (65%) estiment qu'ils ne sont pas suffisamment sanctionnés par la loi, seuls 34% considèrent que les forces de l'ordre ont trop recours à des tirs sur des véhicules récalcitrants

En 2021, le ministère de l'intérieur annonçait une hausse de 50% des refus d'obtempérer en dix ans avec 27 000 situations relevées. Cette même année, 157 tirs sur des véhicules en mouvement ont été enregistrés.

Face à cette situation, les Français ne blâment pas les forces de l'ordre : ils estiment qu'elles n'ont pas trop souvent recours au tir sur des véhicules qui refusent d'obtempérer (66%). Mais ce chiffre moyen masque un profond clivage politique : 64% des sympathisants LFI et 52% des sympathisants EELV jugent que les forces de l'ordre ont trop souvent recours au tir, tandis que 79% des sympathisants Renaissance, 76% des sympathisants LR et 77% des sympathisants RN pensent le contraire.

Synthèse détaillée du sondage

(4/4)

Le refus d'obtempérer est sanctionné par un retrait de 6 points, 15 000 euros d'amende et d'une peine maximum de 2 ans de prison. 65% de nos concitoyens jugent que ces délits ne sont pas suffisamment sanctionnés par la loi. Cette fois, les Français se rejoignent à des niveaux équivalents, quelle que soit leur proximité partisane.

En résumé, l'idée de sanctionner davantage les refus d'obtempérer est consensuelle dans l'opinion, tandis que la question du tir sur véhicule en mouvement la clive politiquement.

Les Français comprennent les organisations de voisins dans les quartiers (85%), même s'ils craignent que cela puisse dégénérer (71%)

Dans certains quartiers, le voisinage s'organise pour assurer la sécurité en patrouillant dans les rues ou encore en occupant tour à tour les halls d'immeuble pour éviter les attroupements et empêcher l'installation de points de deal.

Les Français font preuve d'une grande empathie à l'égard de ces initiatives : 85% comprennent ces voisins excédés. Ils seraient même près d'un sur deux (49%) à pouvoir y participer s'ils se sentaient concernés. La majorité d'entre eux estime que c'est un moyen efficace pour maintenir l'ordre et la sécurité des habitants et les deux tiers (66%) s'opposent à l'interdiction de ce type d'organisation.

Mais ils émettent un puissant bémol : 71% craignent en effet que cela dégénère car cela peut pousser certains habitants à faire justice eux-mêmes.

Le recours à la sécurité privée est aussi plébiscité par les Français, tant en matière de vidéoprotection à l'extérieur (83%) et dans les immeubles (79%), que de présence d'agents (69%) et de drones (68%)

S'ils expriment de fortes attentes à l'égard d'une présence accrue des forces de l'ordre en banlieue, les Français verraient aussi d'un bon œil le recours à la sécurité privée. Toutes les pistes qui leur ont été proposées sont en effet très massivement soutenues.

En tête de ces propositions, 83% de nos concitoyens estiment que les propriétaires et les bailleurs sociaux doivent pouvoir faire appel à des sociétés de sécurité privée pour déployer des systèmes de vidéoprotection pour surveiller l'extérieur des immeubles mais aussi à l'intérieur des immeubles (79%).

Ils souhaitent aussi que les personnes concernées puissent poster des agents de sécurité dans les halls d'immeuble pour éviter qu'ils soient occupés (69%). Enfin, 68% des Français approuvent le recours aux drones pour surveiller les cités et les immeubles considérés comme dangereux.

Emile Leclerc, directeur d'études



Les banlieues et la sécurité

Perception de l'insécurité dans les banlieues

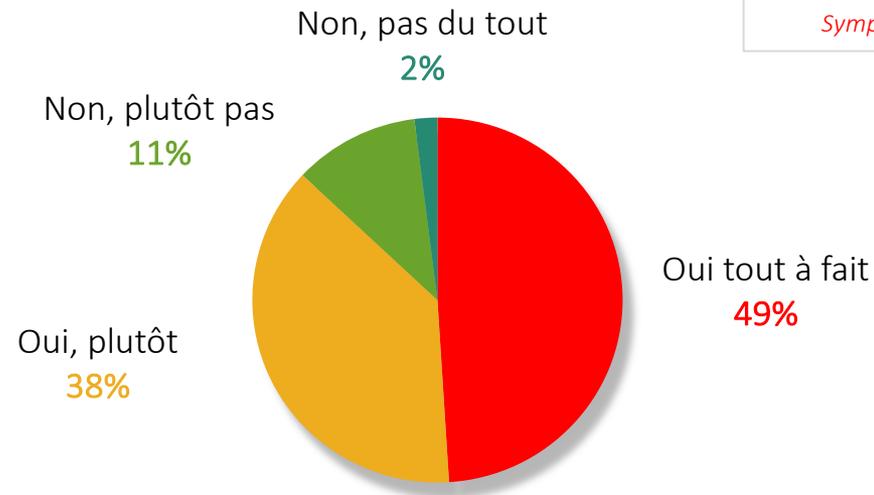


Avez-vous le sentiment que, ces dernières années, l'insécurité a augmenté dans les banlieues ?

% Non : 13%

% Oui : 87%

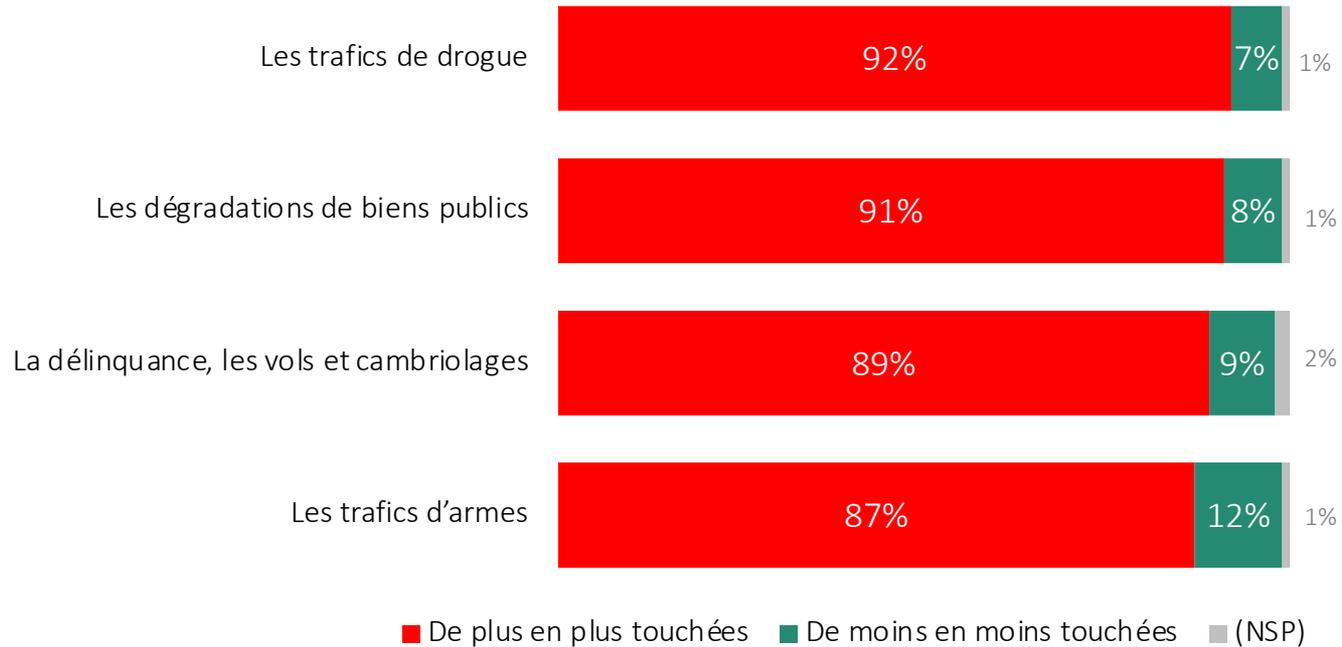
Sympathisants LR : 97%
Sympathisants RN : 96%
50 ans et plus : 92%
< 35 ans : 77%
Sympathisants LFI : 67%



Perception des différents problèmes d'insécurité pouvant toucher les banlieues



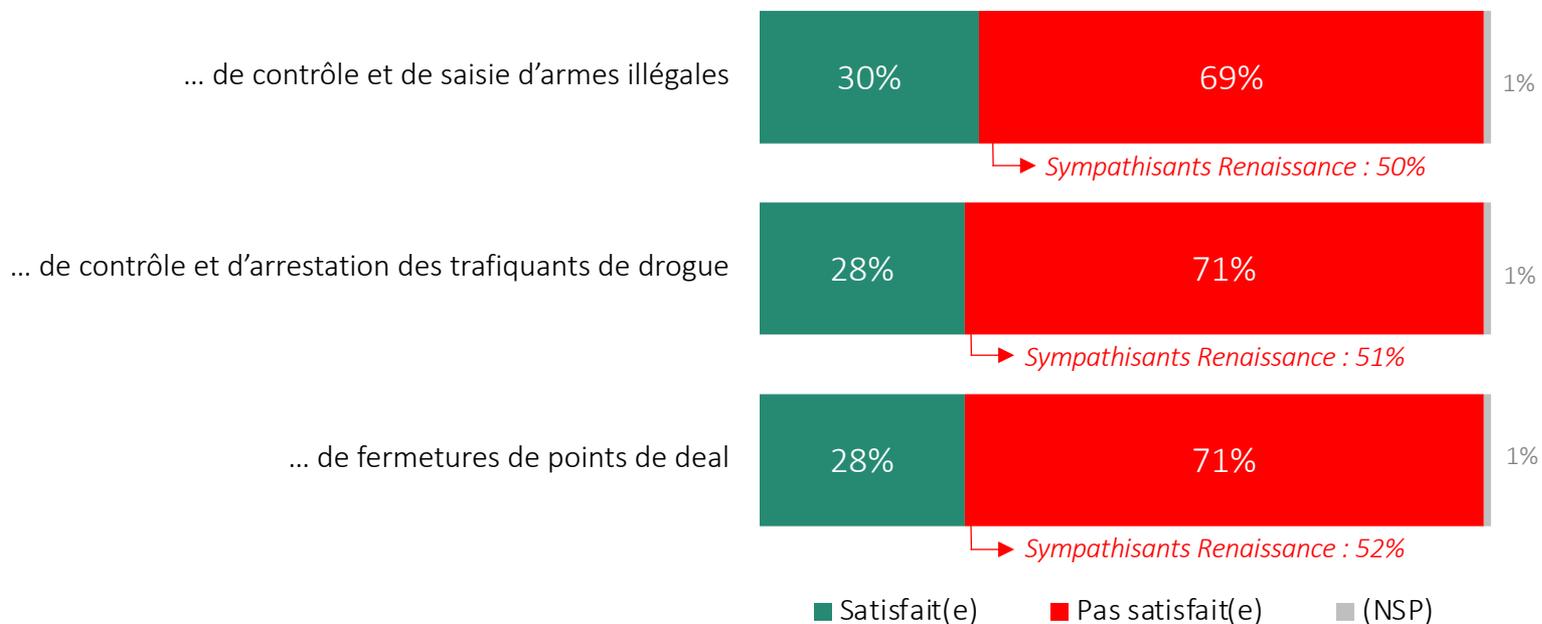
Et dans le détail, diriez-vous que les banlieues sont de plus en plus ou de moins en moins touchées par... ?



Satisfaction à l'égard de la politique du gouvernement vis-à-vis de l'insécurité dans les banlieues



A propos des banlieues, diriez-vous que vous êtes satisfait(e) ou pas satisfait(e) de la politique du gouvernement en matière...?



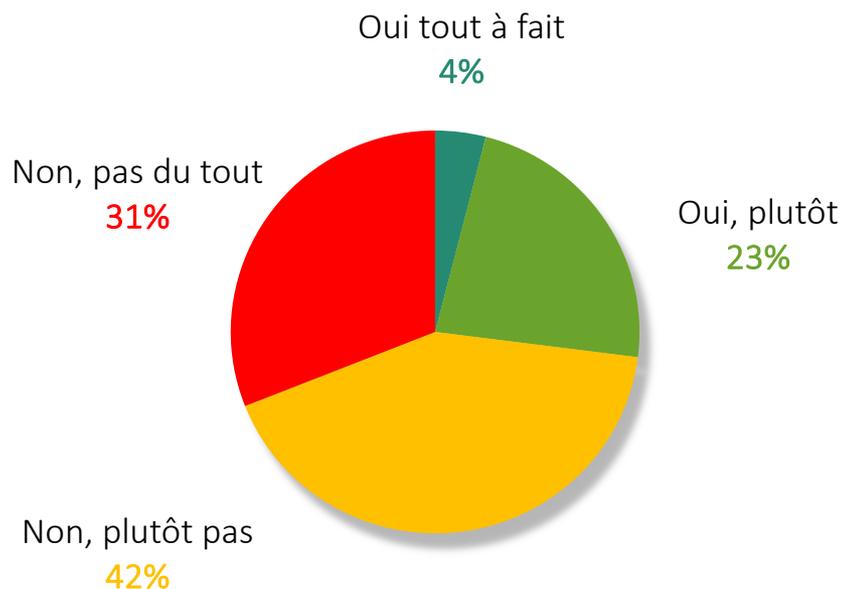
Regard porté sur l'action du gouvernement après les émeutes



Depuis les émeutes qui ont touché la France en juin et juillet dernier, diriez-vous que le gouvernement a suffisamment agi pour éviter qu'elles ne se reproduisent à l'avenir ?

% Non : 73%

% Oui : 27%

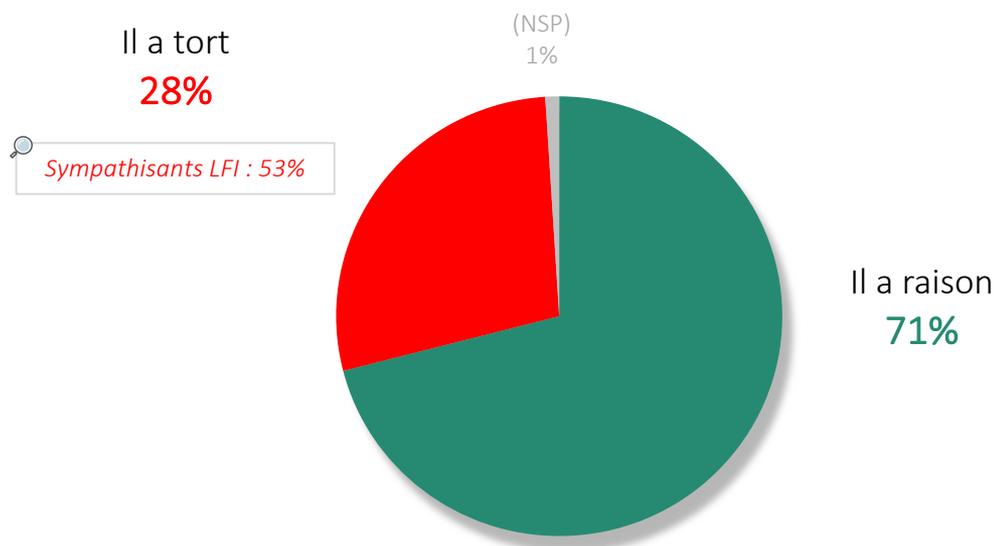


Approbation de la prise de position de Gérald Darmanin sur les règlements de compte

Gérald Darmanin a annoncé récemment que les consommateurs de drogue étaient « un peu responsables des règlements de compte » entre trafiquants.



Diriez-vous qu'il a raison ou qu'il a tort de considérer qu'il y a une responsabilité des consommateurs de drogue dans les règlements de compte ?



Opinion sur une potentielle légalisation de la vente du cannabis

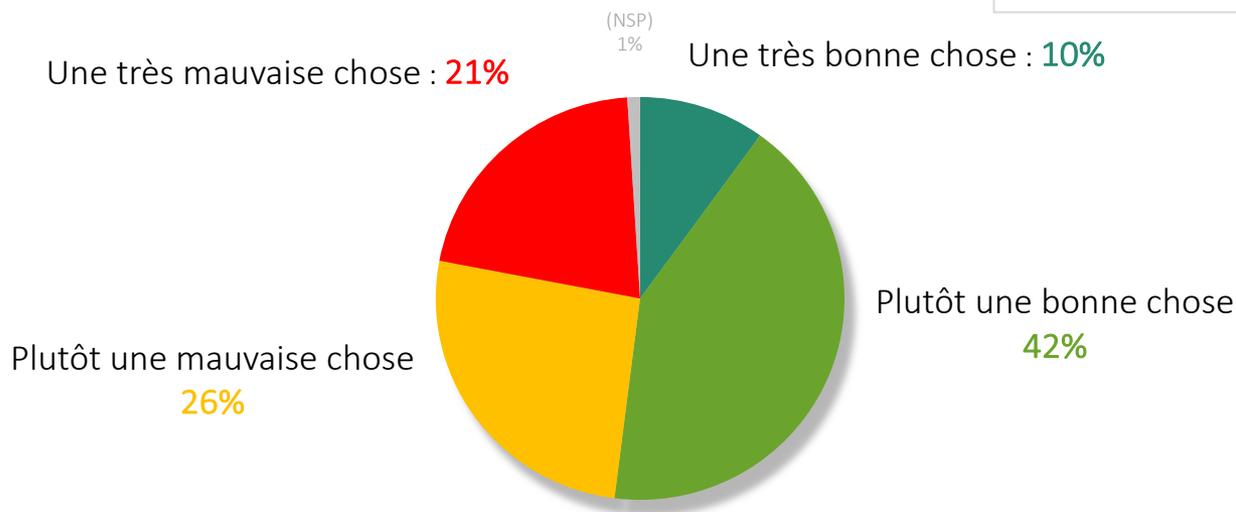


Si la France légalisait la vente de cannabis, pensez-vous plutôt que ce serait une bonne ou une mauvaise chose pour la sécurité dans les banlieues ?

% Une mauvaise chose : 47%

% Une bonne chose : 52%

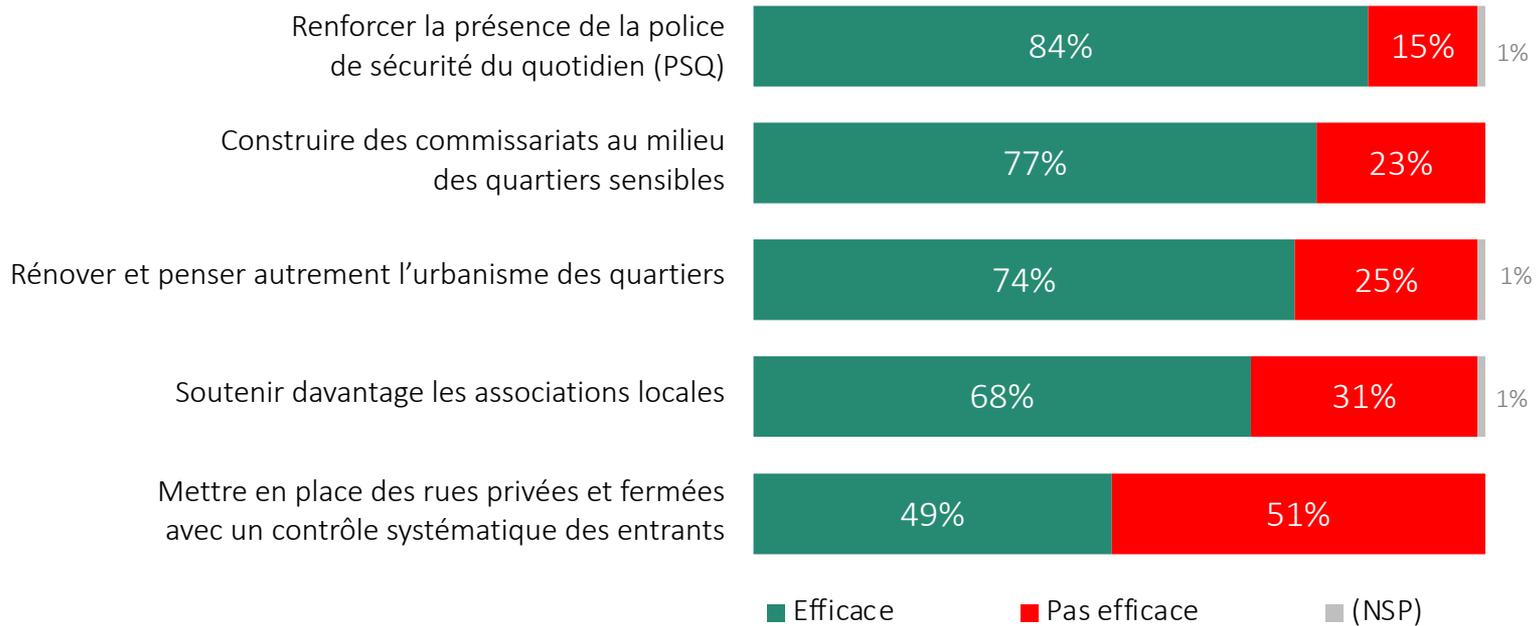
Sympathisants EELV : 70%
Sympathisants LFI : 60%
Sympathisants Renaissance : 53%
Sympathisants RN : 50%
Sympathisants LR : 47%



Quelles mesures seraient efficaces pour améliorer la sécurité dans les banlieues ?



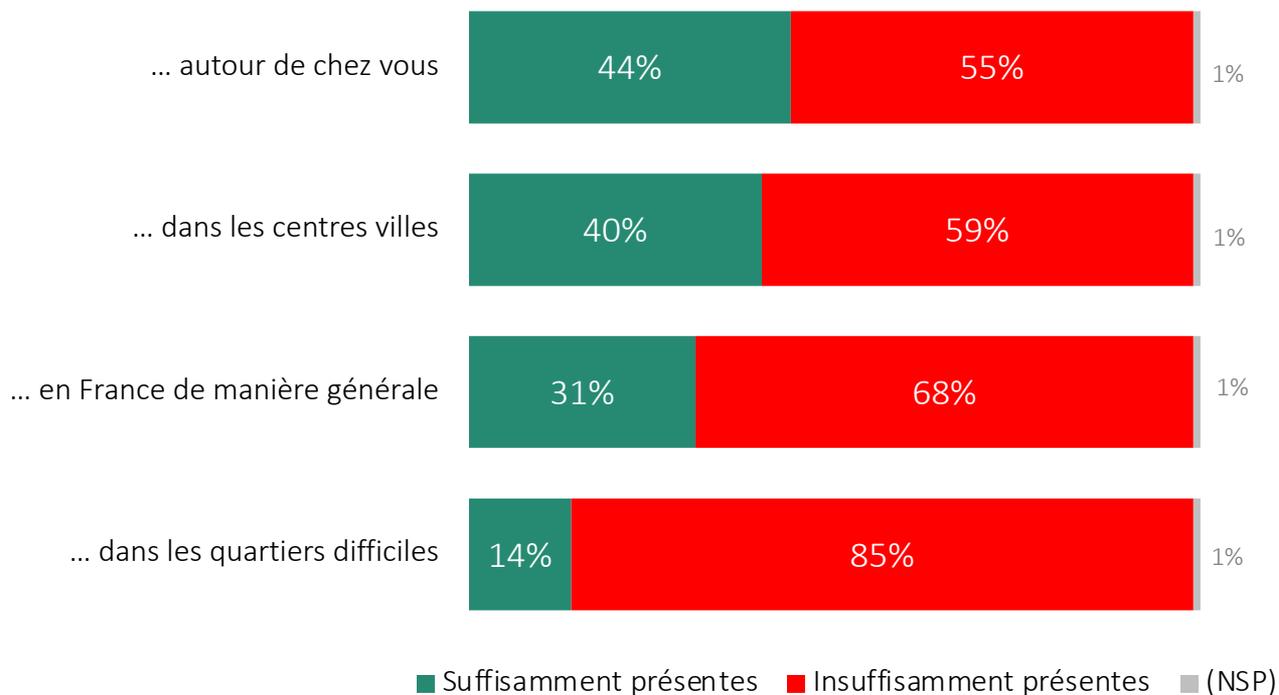
Pour chacune des mesures suivantes, dites-nous si elle serait selon efficace pour améliorer la sécurité dans les banlieues.



La police et la gendarmerie sont-elles suffisamment présentes aux yeux des Français ?



Vous-même, avez-vous le sentiment que la police ou la gendarmerie sont suffisamment présentes... ?

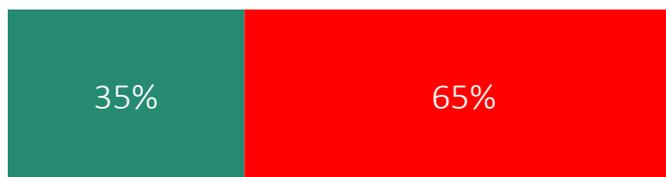


Opinion à l'égard des refus d'obtempérer



A propos des refus d'obtempérer, diriez-vous... ?

... qu'ils sont suffisamment sanctionnés par la loi



... que les forces de l'ordre ont trop souvent recours au tir sur des véhicules qui refusent d'obtempérer



Sympathisants LFI : 64%
Sympathisants EELV : 52%
Sympathisants LR : 24%
Sympathisants RN : 23%
Sympathisants Renaissance : 21%

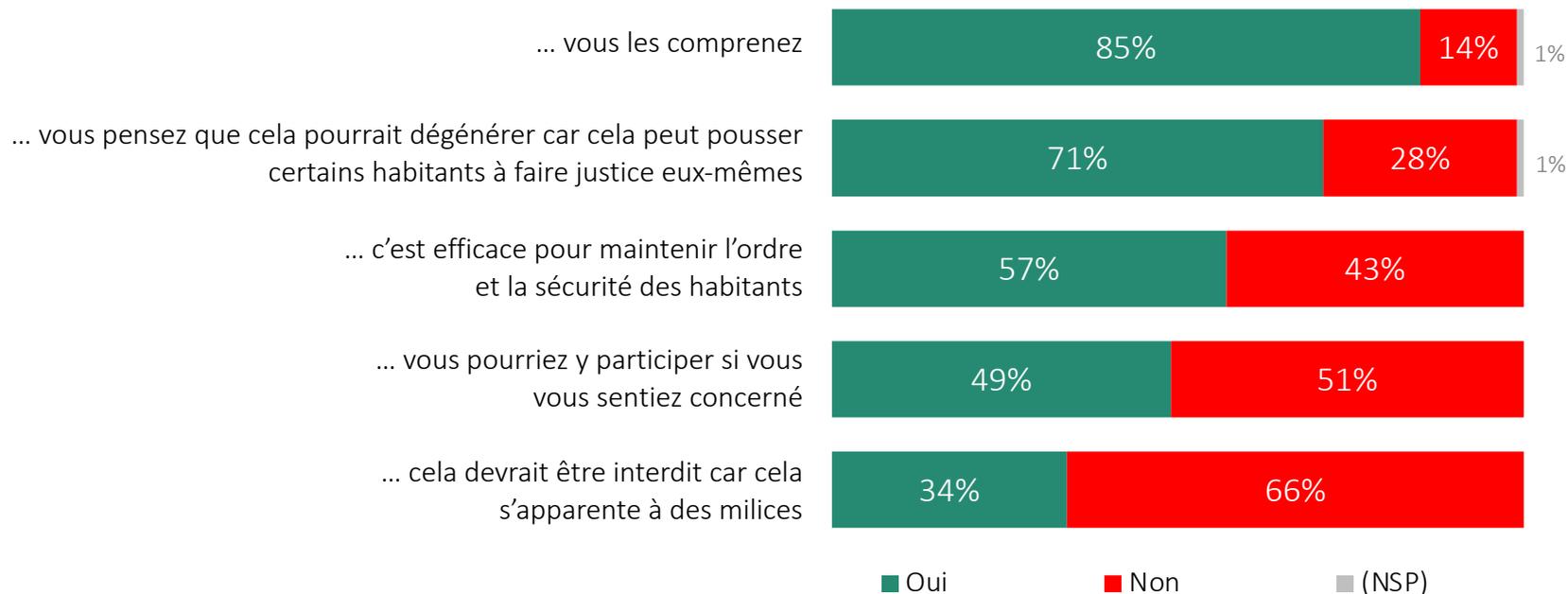
■ Oui ■ Non ■ (NSP)

Regard porté sur l'organisation des habitants de certains quartiers pour assurer la sécurité



Dans certains quartiers, le voisinage s'organise pour assurer la sécurité en patrouillant dans les rues ou encore en occupant tour à tour les halls d'immeuble pour éviter les attroupements et empêcher l'installation de points de deal.

A propos de l'organisation de ces habitants, dites-nous si...



Opinion sur le recours à des sociétés de sécurité privée



Et selon vous, les mairies, propriétaires ou bailleurs sociaux devraient-ils pouvoir faire appel à des sociétés de sécurité privée pour...

